

Publié le 7 juillet 2016

Le Brexit : une faillite de l'Europe ou une étape constructive ?

Que n'a-t-on lu dans la presse depuis ce matin du 24 juin où, à la stupeur générale, le monde découvrait que la Grande-Bretagne avait voté en faveur du «leave», avait choisi de cingler loin de l'Union Européenne ? Une majorité de propos alarmistes, en face de bien peu de propositions politiques réelles et constructives évoquant l'après-Brexit, tant du côté britannique que du côté continental.

Premières secousses à la City et premières mesures

Certes, le premier réflexe des marchés financiers mondiaux, fidèles à leur hantise du changement, a été de plonger sévèrement. Les investisseurs dédaignent les actions et «la part des actions dans les portefeuilles est au plus bas depuis 5 ans» indiquent [Les Échos](#). La Livre Sterling, bien entendu, a suivi le mouvement, pour atteindre son niveau le plus bas depuis des années et «l'agence de notation Standard & Poor's a dégradé la note de la dette du Royaume-Uni de deux crans» indique [La Tribune](#), lui faisant perdre son triple A. Toutefois, à peine une semaine après le Brexit, la bourse anglaise connaît une très forte hausse, révèle [Le Monde](#), tandis que les bourses européennes peinent à reprendre des couleurs, ayant bien plus chuté que la City, fait remarquer Matt O'Brien dans le [Washington Post](#). L'explication en est simple si l'on en croit Mathieu Mucherie, économiste de marché à Paris, interviewé par [Atlantico](#). Les investisseurs se sont réfugiés dans des actifs peu risqués – c'est ce qu'on appelle le *fly to quality* – et «la Banque d'Angleterre va probablement baisser son taux directeur cet été».

De plus, «si les actions anglaises ont moins perdu que les actions européennes, c'est aussi parce que la Livre Sterling a baissé. Un taux de change flexible est d'une grande aide». Qui plus est, le ministre des finances anglais George Osborne a annoncé une baisse de 5 % de l'impôt sur les sociétés d'ici 2020, pour passer en dessous de 15 % (quand la France est à 33 %), pour anticiper la baisse des investissements outre-Manche et garder intacte l'attractivité du Royaume-Uni, une mesure que les 27 éconduits de l'Union Européenne ne peuvent que qualifier d'«hostile», indiquent [Les Échos](#). Toutes ces parades financières vont-elles faire mentir les noires prévisions des économistes sur l'appauvrissement à court et moyen terme du Royaume ? Christine Lagarde prévoit en effet une perte pour le PIB britannique, «entre 1,5 % et 4,5 % d'ici 2019», dans une interview accordée au [Monde](#). Mais à l'heure actuelle, ce sont des hypothèses et l'incertitude la plus grande règne.

Y-a-t-il un pilote dans l'avion UK ?

Si l'on peut faire confiance aux Anglais pour préserver leur compétitivité et leur dynamisme économique, c'est en revanche du côté politique qu'ils montrent de surprenants signes de faiblesse. La victoire du « out » a cruellement désavoué David Cameron, coupable d'une grosse erreur stratégique, qui s'est engagé à quitter Downing Street à la fin de l'été, une fois son successeur à la tête du parti des Conservateurs trouvé. Mais depuis cette annonce somme toute prévisible, Boris Johnson, son successeur pourtant tout désigné, s'est « humblement » retiré de la course, ne s'estimant pas à la hauteur de la tâche ; et Nigel Farage, le leader historique du UKIP, a démissionné, estimant sa mission achevée, tout en gardant son siège de député européen – et ses généreux traitements – pour patienter jusqu'aux prochaines élections législatives. Résultat, les deux plus farouches anti-européens, les voix les plus entendues et influentes dans le succès du Brexit – et aussi les plus outrancières en fausses promesses aussitôt reniées – se sont retirées, laissant la place à des eurosceptiques modérés, dont certains comme Teresa May, actuelle ministre de Cameron, avaient soutenu le « Remain »...

Grande confusion également chez les Travailleurs qui ont vertement critiqué la timidité de la campagne de Jeremy Corbyn en faveur du « Remain » et qu'ils n'estiment plus à même de représenter leur parti : « C'est un homme honnête, mais ce n'est pas un chef » a expliqué un de ses proches collaborateurs, Hilary Benn, mis à la porte au lendemain du Brexit. Deux députés travaillistes ont envoyé une lettre à leur groupe parlementaire après avoir déposé une motion de défiance à l'encontre de Corbyn : « Si une élection générale est convoquée cette année... nous croyons que, sous le leadership de Jeremy, nous risquons de nous retrouver aux oubliettes de la vie politique » rapporte Dan Balz dans le *Washington Post*.

Un vote populaire mais pas forcément démocratique

Et que penser de ce vote populaire – comme l'est un référendum – ce vote « essentiellement anglais, émanation de l'Angleterre pauvre et malmenée par la mondialisation » indiquait l'édito du *Monde* le 25 juin, et qualifié de « vote-sanction d'une population délaissée » par Tristan de Bourbon dans *La Croix*, en décalage certain avec les élus... De nombreuses voix s'interrogent en effet sur la légitimité de la seule consultation populaire pour une décision de cette importance. [Kenneth Rogoff](#), professeur d'économie et de sciences politiques à Harvard, parle même de « fiasco démocratique ». Premier constat : le oui au Brexit n'exigeait qu'une majorité simple, dénoncée par la fameuse [pétition](#) commencée en fait le 25 mai et qui s'opposait à une prise de décision si le résultat n'atteignait pas 60 % des électeurs, quel que fût le résultat. De plus, cette majorité simple a été adoptée à 51,9 % des suffrages exprimés par 70 % de l'électorat : « La campagne du « leave » l'a ainsi emporté grâce au soutien de seulement 36 % des électeurs » ! A aucun moment il n'a été question « qu'une majorité au Parlement approuve le Brexit », ou bien que « deux consultations populaires » aient lieu à deux années d'intervalle, complétées « par un vote de la Chambre des Communes à 60 % ».

Selon Rogoff, « considérer que n'importe quelle décision convenue à n'importe quel moment via la règle de la majorité serait nécessairement « démocratique » revient à pervertir cette notion ». Si cette

consultation avait eu lieu en l'absence de la crise des migrants qui frappe et fragilise l'Europe, il est fort probable que les résultats eussent été différents, et autrement moins hostiles à l'Union Européenne en son entier. Et une campagne menée sur la peur et appuyée par des effets d'annonce simplistes comme le prétendu coût de l'Union Européenne qui pourrait être alloué au système de santé anglais, une telle campagne peut-elle donner de bons résultats, même si la question de la souveraineté des nations des pays membres est un sujet de réflexion ô combien légitime, pas uniquement pour le Royaume-Uni ?

Un Royaume-Uni, mais pour combien de temps ?

Enfin, c'est l'unité du royaume qui est questionnée par le Brexit. L'Écosse revient à ses désirs d'émancipation et le Premier Ministre, Nicola Sturgeon, profite du vote pour le «Remain» exprimé par les Écossais pour repartir en campagne à Bruxelles. Mais si elle a été reçue avec sympathie par beaucoup, l'Espagne, menacée par les velléités de sécession de la Catalogne, a opposé un refus catégorique, estimant que «l'Écosse n'a aucune compétence pour négocier avec l'Union Européenne», rapporte Mathieu de Taillac dans [Le Figaro](#). Même attitude de la part de Jean-Marc Ayrault qui en appelle à ne pas démanteler les nations. C'est plutôt en Irlande que la question devient complexe. L'incertitude a déjà entraîné la ruée des Irlandais du Nord vers l'ambassade de la République d'Irlande pour obtenir un passeport irlandais européens, rapporte [Le Soir](#), pour s'assurer de leur libre circulation dans leur propre pays, et aussi sans doute dans le reste de l'UE.

Mais que va devenir l'invisible et douloureuse frontière entre les deux Irlande ? A l'annonce du Brexit, le chef du Sinn Fein – la branche politique de l'ex-IRA – a aussitôt proposé la tenue d'un référendum sur l'unification de toute l'Irlande, proposition quelque peu provocante et balayée par Londres et Dublin. Mais depuis les accords du Good Friday 1998, «l'Union européenne est (...) le principal sponsor de la paix» et a déjà investi près d'1,5 milliard d'euros «à travers plusieurs programmes de paix successifs», dont le dernier court jusqu'en 2020, indique [Florentin Collomp](#), le correspondant permanent à Londres du *Figaro*. Après cette date, Londres va-t-elle prendre la relève ? Beaucoup en doutent et craignent aussi «la fin des aides de Bruxelles à l'agriculture et au développement régional.»

Et si Londres veut mettre fin à la libre circulation des personnes, faudra-t-il construire des frontières physiques pour y parvenir ? Impossible, si l'on ne veut pas remettre en question les accords de paix ! Ainsi, «le statut de l'Irlande du Nord pourrait être conduit à évoluer (...), débouchant peut-être vers celui d'un territoire associé à la Couronne britannique.» Encore une conséquence non-anticipée du Brexit ? C'est ce qui fait dire à l'équipe éditoriale de [The Economist](#) que «l'option norvégienne» – c'est-à-dire l'accès au marché unique européen en échange de la libre circulation des personnes en provenance de l'UE ainsi qu'une contribution au budget européen – «serait la moins dommageable pour l'économie (...) et serait la meilleure chance de préserver l'union avec l'Écosse et l'Irlande du Nord.» A moins que le fossé entre les promesses du Brexit et la réalité vienne à remettre littéralement en cause le Brexit et ouvre la voie à un «Breversal», un retour...

Qu'en est-il du côté de l'Union Européenne ?

Le scénario le plus catastrophiste est sans conteste celui du financier milliardaire américain d'origine hongroise George Soros, qui a déclaré dans [The Independent](#) que «la désintégration de l'Union Européenne est pratiquement irréversible», avec des «conséquences pour l'économie réelle comparables à la crise financière de 2007-2008», n'excluant pas un effet domino dévastateur pour l'unité continentale de l'Union Européenne. Est-ce l'ultra-réalisme d'un financier chevronné ou les élucubrations d'un milliardaire inquiet qu'il exprime ? Difficile à dire pour le moment. Le spectre d'un «Frexit» semble plus qu'improbable, en dépit de l'appel du Front National à un référendum sur la sortie de la France de l'Union Européenne.

Toutefois, peut-on en être aussi sûr concernant la Grèce ? L'analyse de Mathieu Mucherie (voir plus haut) sur la crise grecque est édifiante : «Si la Grèce avait eu un taux de change flexible entre 2008 et 2015, elle aurait évité les trois quarts des problèmes qu'elle a eus. Elle aurait tranquillement dévalué et on n'aurait pas eu de tels chocs sur l'économie et les marchés. (...) Le problème de la zone euro est qu'il n'y a pas de taux de change flexible entre les pays de la zone euro (...). On se retrouve alors avec des chocs bien réels alors que des ajustements monétaires auraient pu être réalisés en une seule nuit. Quand on a un choc asymétrique de dix points, soit on le lisse en une nuit comme les Britanniques, soit on met dix ans de productivité différentielle à le lisser»... Or, la Grèce peine à sortir du marasme malgré l'acceptation par Alexis Tsipras de sévères réformes européennes refusées justement par référendum il y a un an, rappelle [Slate](#). Et parmi les contre-propositions du ministre Yanis Varoufakis remercié par Tsipras, il y avait, entre autres, la création de la «Nouvelle Drachme». C'est la raison pour laquelle, au lendemain du Brexit, une pétition était lancée par des citoyens grecs en faveur d'un «Grexit», révélait [Greek Reporter](#), référendum qui n'aura sans doute jamais lieu, vu les enjeux attachés à la survie de la zone euro dans son intégrité.

Autres victimes du Brexit, les banques italiennes. «Il est vrai que le secteur bancaire italien est le talon d'Achille connu de la zone euro avec ses 360 milliards d'euros de créances douteuses», analyse Romaric Godin dans [La Tribune](#). «17 % des prêts des banques sont irrécouvrables, ce qui représente un taux presque 10 fois supérieur à celui des États-Unis» ajoute [The Wall Street Journal](#). Pire, les petits épargnants qui ont été incités par leur banque à acheter des obligations de leurs établissements, en cas de sauvetage par les créanciers, «risquent de tout perdre, n'étant pas protégés par la garantie de 100 000 euros qui ne concerne que les dépôts» reprend [La Tribune](#). En novembre dernier déjà, «lors du sauvetage de quatre petites banques, le gouvernement italien avait dû faire face à de fortes protestations et au scandale du suicide d'un créancier retraité» qui avait tout perdu dans l'opération.

Méfiance européenne et tentations nationalistes

Ainsi, il est à craindre «un effet de contagion sur les autres nations», dû à «l'échec de l'Union Européenne de prouver la pertinence de l'adhésion» en son sein, craint Parke Nicholson dans [Foreign Affairs](#). Ce retour de la souveraineté anglaise peut aussi «être perçu comme un encouragement pour les États qui font la sourde oreille à l'égard de Bruxelles sur des sujets comme la crise des réfugiés». La Hongrie vient d'annoncer en effet un référendum sur la question du quota

des migrants accueillis dans l'UE, révèle [Le Point](#). D'autre part, le Brexit «met fin à l'illusion que le processus d'intégration européenne est irréversible» et vient «réveiller la bête somnolente du nationalisme», s'alarme Matthias Matthijs dans [Foreign Affairs](#). Comme l'analyse avec finesse Matt O'Brien du *Washington Post*, «la mondialisation n'a pas créé beaucoup de perdants, mais ceux qu'elle a créés se sont concentrés dans les pays qui en étaient la force motrice. (...) Si des travailleurs de pays riches perdaient du terrain alors que les temps étaient favorables, que se passerait-il au moment où l'on serait frappé par une de ces crises financières que la nouvelle économie mondialisée engendre régulièrement ? (...) Ainsi la mondialisation triomphante de l'Occident n'a pas su empêcher un retour de flamme nationaliste : Donald Trump aux États-Unis, le Front National en France, l'AfD en Allemagne et, oui, le Brexit au Royaume-Uni.»

Quels moteurs pour l'Union Européenne ?

Dès le 27 juin, François Hollande mais aussi Matteo Renzi se retrouvaient à Berlin auprès d'Angela Merkel, comme si l'Allemagne devenait *de facto* la seule référence possible. Est-ce réel ? «La France peut difficilement être un partenaire efficace – alors qu'elle est encore en train de lutter pour faire passer des réformes nécessaires sur la loi travail face à de furieuses manifestations syndicales », précise Parke Nicholson. D'autres pays comme l'Irlande, les Pays-Bas, les pays Scandinaves et la République Tchèque soutiennent les vues économiques de l'Allemagne mais avec un moindre poids. Avec le Brexit, Berlin perd un allié de taille dans la mise en avant « du marché libre et dans l'opposition aux tentations protectionnistes des autres États membres » ajoute-t-il. Ainsi, le Royaume-Uni représentait pour Berlin une aide pour soutenir les politiques d'austérité en Europe et était un «allié important dans les négociations sur le marché libre avec Washington». En ce sens, l'Allemagne risque de sortir affaiblie du Brexit. Dans ces conditions, peut-elle jouer le rôle de référence qu'elle souhaiterait jouer ?

Quel est donc le sens de cette manœuvre de Berlin qui chercherait, selon [Atlantico](#), à obtenir «la démission de Jean-Claude Juncker» ? En quoi cela lui est-il nécessaire pour accroître son leadership ? Va-t-il falloir confier le gouvernail de l'Union Européenne à l'Allemagne ? A l'heure actuelle, elle apparaît la plus solide économiquement pour sortir de cette mauvaise passe du Brexit. Mais l'Allemagne n'est pas toute l'Europe.

De tout évidence, l'Union Européenne, par ses normes intrusives, «irrite les citoyens» sans parvenir à être «efficace sur l'essentiel», note [Alexis Brézet](#) dans son éditorial. La crise migratoire a ravivé les désirs de souveraineté des États frontières de l'UE, très concrètement touchés par le phénomène, et la Grande-Bretagne a préféré un illusoire repli pour se protéger d'un afflux de travailleurs non-britanniques. L'union Européenne est donc vue comme une machine à contraintes plutôt que comme un rempart et une valeur ajoutée. L'Union Européenne renonce pour l'instant à relancer le processus d'intégration d'autres pays candidats. Aujourd'hui, en perdant le Royaume-Uni, l'UE ne recouvre plus la réalité historique et géopolitique de l'Europe, et c'est peut-être là son échec le plus cuisant.

Qu'est-ce qui fait l'Europe ? Qu'est-ce que l'Europe voulue par les Pères fondateurs, eux qui ont appelé de tous leurs vœux la fin des nationalismes ? Robert Schuman, l'un des fondateurs de

l'Europe, nous avait avertis :

«L'Europe ne se fera pas d'un coup, ni dans une construction d'ensemble : elle se fera par des réalisations concrètes créant d'abord une solidarité de fait.» ([Déclaration du 9 mai 1950](#))

Alix Verdet

Retrouvez cet article sur notre [site](#)